

## CONVENTION TYPE REGLEMENTAIRE

Annexe 22-1, deuxième partie du code de la santé publique

Fixant les conditions dans lesquelles les sages-femmes sont autorisées à réaliser l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse mentionnée à l'article R. 2212-9 du code de la santé publique au sein des centres de planification ou éducation familiale.

ENTRE

La Collectivité de Corse, représentée par son Président du Conseil Exécutif de Corse, Monsieur Gilles SIMEONI, pour le compte du Centre de Planification et d'Éducation Familiale (CPEF) de Portivechju,

ET

La Polyclinique du sud de la Corse « SA De L'Ospedale » représentée par son Directeur, Monsieur MAZENC,

ET

La sage-femme dudit CPEF, Madame Christine LAURENS.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1<sup>er</sup>

La Polyclinique « L'Ospedale » s'assure que la sage-femme participant à la pratique des interruptions volontaires de grossesse médicamenteuses dans le cadre de la présente convention satisfait aux conditions prévues à l'article R. 2212-11.

Le Centre de Planification et d'Éducation Familiale de la Collectivité de Corse signataire de la convention justifie de la qualification des sages-femmes concernées.

La Polyclinique « L'Ospedale » s'engage à répondre à toute demande d'information liée à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse présentée par la sage-femme. Elle organise des formations visant à l'actualisation de l'ensemble des connaissances requises pour la pratique des interruptions volontaires de grossesse par mode médicamenteux.

### Article 2

En cas de doute sur la datation de la grossesse, sur l'existence d'une grossesse extra utérine ou, lors de la visite de contrôle, sur la vacuité utérine, la sage-femme adresse la patiente à la Polyclinique « L'Ospedale » qui prend toutes les mesures adaptées à l'état de cette dernière.

### Article 3

Après l'administration des médicaments nécessaires à la réalisation de l'interruption volontaire de grossesse, la sage-femme transmet à la Polyclinique « L'Ospedale » une copie de la fiche de liaison contenant les éléments utiles du dossier médical de la patiente.

### Article 4

La Polyclinique « L'Ospedale » s'engage à accueillir la femme à tout moment et à assurer la prise en charge liée aux complications et échecs éventuels.

Elle s'assure, autant que nécessaire de la continuité des soins délivrés aux patientes.

### Article 5

La sage-femme qui a pratiqué l'interruption de grossesse par voie médicamenteuse conserve dans le dossier médical les attestations de consultations préalables à l'interruption volontaire de grossesse ainsi que le consentement écrit de la femme à son interruption de grossesse.

La sage-femme adresse à la Polyclinique « L'Ospedale » les déclarations anonymisées des interruptions volontaires de grossesse qu'elle a pratiquées.

### Article 6

La Polyclinique « L'Ospedale » effectue chaque année une synthèse quantitative et qualitative de l'activité d'interruption de grossesse par voie médicamenteuse, réalisée dans le cadre de la présente convention.

Cette synthèse est transmise à la sage-femme signataire de la convention et au médecin inspecteur régional de santé publique.

### Article 7

La présente convention, établie pour une durée d'un an, est renouvelée chaque année par tacite reconduction à la date anniversaire.

La convention peut être dénoncée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties contractantes par une lettre motivée, envoyée en recommandé avec accusé de réception.

La dénonciation prend effet une semaine après réception de la lettre recommandée. En cas de non-respect de la présente convention, la dénonciation a un effet immédiat.

## Article 8

Une copie de la présente convention est transmise, pour information, par la Polyclinique « L'Ospedale » à l'Agence Régionale de l'Hospitalisation ainsi qu'aux directions des affaires sanitaires et sociales dont il relève et par la sage-femme, au Conseil Départemental de l'Ordre des sages-femmes, au Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le ressort de laquelle elle exerce.

Fait en trois exemplaires à Aiacciu, Le

P/ U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica  
P/Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

U Dirretore di a clinica di l'Ospedale  
Le Directeur de la clinique de l'Ospedale

Madame Christine LAURENS